



# Islam et politique en Bosnie Herzégovine

Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Christophe Boin  
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »

sous la direction  
de monsieur l'ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2002

# Islam et politique en Bosnie - Herzégovine

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

### PREMIERE PARTIE : FONDEMENTS ET REALITES POLITIQUES DE L'ISLAM EN BOSNIE

Influence ottomane

Influence étrangère

La période communiste

Vers la guerre (période 1990-1996)

L'exercice du pouvoir par les Musulmans pendant la guerre

### DEUXIEME PARTIE : EVOLUTION – VERS QUEL MODELE ?

Vers un modèle islamique radical ?

Vers un modèle islamique modéré ?

Vers un modèle démocratique, laïc et une identité culturelle pour l'Islam ?

### CONCLUSION

## Introduction

L'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est et la chute du mur de Berlin ont révélé aux Européens de l'ouest l'existence de communautés musulmanes implantées depuis de nombreuses années sur le sol européen. L'Islam n'était donc plus la religion des nouveaux venus mais bien une religion avec son héritage historique appartenant à la sphère européenne, la deuxième en nombre de fidèles.

Ces citoyens de plein droit, forts d'une liberté récemment acquise se sont mis à revendiquer la reconnaissance de leur identité religieuse.

Dans les conflits qui ont agité les Balkans cette dernière décennie, la réalité du mouvement musulman a contraint les Européens à prendre en compte cette donnée et s'interroger sur leur intégration dans le paysage politique européen.

Parallèlement à cette dynamique, les musulmans ont sympathisé avec les grandes nations musulmanes du Proche et Moyen-Orient, renouant ainsi des relations interrompues pendant une longue période.

Les musulmans ont donc été pris dans un double processus d'intégration les associant à la fois à l'Occident et au monde musulman sans toutefois leur faire renier leur identité distinctive.

Politique et religion dans les sociétés contemporaines sont intimement mêlées et alimentent les débats. La Bosnie offre ainsi un terrain d'expression intéressant pour l'étude des interactions de la religion et de la politique.

L'Islam, religion dominante en Bosnie, réapparaît après des années d'existence dans l'ombre, pour servir de pivot à la redéfinition de certaines identités communautaires ou nationales. Néanmoins, la Bosnie constitue un espace complexe en raison de la présence de plusieurs religions, de groupes ethniques fortement marqués par l'identité religieuse et enfin par un défaut de différenciation culturel entre les groupes. Le mélange est donc explosif, l'histoire nous en a donné une illustration douloureuse.

Après un longue période de recherche et d'affirmation, les Musulmans s'investissent dans la vie politique en Bosnie. Leur prise de pouvoir, opérée pendant la guerre, va les conduire à mener d'abord une politique de conquête puis une politique de

compromis. L'islam constituera le fil directeur de leurs actions. Les Musulmans n'arriveront pas à trouver un modèle durable et adapté à l'ensemble de la population de Bosnie. Islam et politique seraient-ils antagonistes, quelle réponse apporter à ce problème crucial ?

Tel est l'objet de ce travail où, après avoir abordé les fondements et les réalités de l'islam en Bosnie à travers le prisme de l'histoire mouvementée de ce pays, nous chercherons à définir le modèle politique le plus adapté. Il s'agit en quelque sorte d'une étude politique prospective pour un pays qui n'a pas encore trouvé d'assises durables dans le concert des nations modernes et européennes.

Remarque liminaire : dans le développement du mémoire l'état de la « Bosnie-Herzégovine » pourra être cité soit Bosnie, soit Bosnie-Herzégovine. Ces deux dénominations caractérisent le même état sauf lorsqu'il est fait explicitement mention des sous-régions Bosnie ou Herzégovine.

## PREMIERE PARTIE

### FONDEMENTS ET REALITES DE L'ISLAM EN BOSNIE-HERZEGOVINE

#### Chapitre 1

##### Influence ottomane

La conquête de la péninsule balkanique par les Ottomans a débuté à partir du XIV<sup>ème</sup> siècle, et apporté une nouvelle dimension confessionnelle dans cette région qui ne connaissait que l'Orthodoxie. Cette période doit être considérée comme une rupture car l'unicité religieuse disparaît dans une région déjà divisée en plusieurs aires linguistiques. Elle s'est traduite par un renforcement ou le développement de communautés musulmanes, installées ou converties. Ces conversions ont été perceptibles pendant toute la période d'influence ottomane et ses justifications sont complexes en raison des multiples facteurs qui les animent (politiques, sociales, psychologiques).

Le système politique ottoman

L'organisation politique mise en place en Bosnie au XIV<sup>ème</sup> siècle est issue de l'organisation générale de l'Empire ottoman. Son principe est la décentralisation avec deux aspects : institutionnel et territorial.

Le système de millet illustre la décentralisation institutionnelle. Les dirigeants des millets disposent de pouvoirs importants dans leur communauté en matière de religion bien évidemment mais aussi en matière d'enseignement et de justice.

Le découpage territorial répond aussi au principe de décentralisation par l'établissement de trois zones. La première constitue l'élément de base, principal cadre de vie des habitants, c'est le village, la région ou la zupa. Cette zone était en général auto-administrée à la condition du versement régulier d'une taxe à l'Etat. La seconde est le millet, déjà évoqué. Cette zone, plus vaste, dont la matérialisation n'était pas figée, correspondait à un réseau de petits territoires. Les membres d'un même millet pouvaient être dispersés dans l'ensemble de l'Empire de manière discontinue. Enfin, la dernière zone correspondait à l'Etat équivalent à l'Empire. Il est bien évident que cette dernière zone était mal appréhendée par les habitants, retranchés dans leur structure de base, la zupa. L'Etat ne devenait une réalité que lorsque l'impôt était perçu. Dans ces conditions, l'ensemble des habitants était peu enclin à défendre un Etat uniquement perçu comme un collecteur de fonds.

A cette époque, les Musulmans de Bosnie ne ressentent pas le besoin du développement d'un état ni même d'une nation pour affirmer leur identité, ils se contentent des structures élémentaires .

Ce système sera viable jusqu'à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle. A partir de ce moment, l'Empire ottoman connaît des crises répétées et des difficultés financières grandissantes. Les impôts sont de plus en plus importants, l'insécurité et la corruption se développent.

Cet affaiblissement général de l'Empire conduit le Sultan à autoriser l'Occident à mener des actions économiques dans l'Empire. Ce sera le début d'une lente perte d'influence au profit des puissances occidentales en plein essor et avides d'expansion.

#### Situation des musulmans en Bosnie

L'islamisation de la population en Bosnie a d'abord concerné les populations des villes. Les campagnes seront plus tardivement converties ou occupées (à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle). D'une manière générale, les populations musulmanes bénéficient jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle d'un statut social préférentiel par application des principes de l'Islam qui donne à tout musulman une primauté sociale par rapport aux juifs et aux chrétiens. Néanmoins, la différence la plus perceptible se fera vis-à-vis de l'impôt.

Les producteurs chrétiens et musulmans, appelés les reaya, paieront l'impôt tandis que les militaires, les serviteurs de l'Etat ou les religieux appelés de manière globale les asker, en seront dispensés.

Ainsi, toutes les responsabilités au sein des provinces seront tenues par des musulmans. Les mosquées, les medressas (établissements où sont enseignées les sciences islamiques) et les tekke (centres de confréries mystiques musulmanes) assureront le développement d'une élite dirigeante musulmane. Dans le début de l'influence ottomane, cette élite dirigeante recherchera les contacts avec la capitale Istanbul et les provinces arabes. La politique menée sera fortement inspirée par le pouvoir central.

A partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, une tendance à la provincialisation se fait sentir. Les notables s'éloignent du pouvoir central et cherchent à acquérir localement le pouvoir et l'autonomie financière, aidés par le dérèglement politique général dans l'Empire. La pression grandissante des puissances chrétiennes dans les Balkans en général et en Bosnie en particulier conduira à la montée irrésistible des nationalismes serbe et monténégrin. Le pouvoir ottoman sera la cible à détruire et les musulmans son incarnation. Les tentatives de réformes ottomanes pour tenir compte de ce mouvement seront vaines. Ni le principe d'égalité des sujets de l'Empire quel que soit leur religion, ni l'institutionnalisation élargie des millets (y compris pour les non musulmans), ou encore le développement d'un nationalisme ottoman ne pourront anéantir ce mouvement qui aboutira à la création des nations.

La Bosnie deviendra une terre sous domination austro-hongroise après le congrès de Berlin en 1878. Les populations musulmanes seront contraintes soit d'émigrer soit de se convertir ou encore de subsister comme populations non-influents.

Il restera de cette période ottomane une empreinte durable dans l'organisation du pays, avec le découpage administratif, et l'amorce d'une identité musulmane à l'échelle du pays.

## Chapitre 2

### Influence étrangère

## Situation politique et géopolitique de la Bosnie 1878 - 1918

Le congrès de Berlin marque le début du processus de balkanisation par le développement des nationalismes, la Serbie et le Monténégro étant devenus indépendants. La Bosnie-Herzégovine passe sous la protection de la Double Monarchie. Le problème du statut de la Bosnie apparaît rapidement. Tout d'abord, en dépit des accords arrêtés avec l'Empire ottoman, l'Autriche-Hongrie annexe purement et simplement la Bosnie en lui donnant le statut de territoire d'Empire. Les promesses faites aux Ottomans concernant la monnaie ottomane, les revenus de l'économie bosniaque et l'emploi des fonctionnaires dans les administrations ne furent pas tenues. En effet, la monnaie fut remplacée et la Bosnie fut incluse dans l'union douanière austro-hongroise en 1880. L'administration fut prise en main par des fonctionnaires austro-hongrois, remplaçant ainsi les fonctionnaires autochtones et les Ottomans. L'ultime preuve de l'annexion furent les mesures prises le 4 novembre 1881 : l'instauration du service militaire obligatoire dans l'armée austro-hongroise et l'obligation à tout conscrit de quitter le territoire bosniaque pendant ce temps de service. Ces mesures provoqueront un soulèvement en Herzégovine orientale auquel prirent part orthodoxes et musulmans.

Pour la Serbie, cette annexion constituait une entrave sérieuse à ses projets. En effet, elle se voyait privée de la possibilité de s'emparer d'un territoire dont la serbité ne faisant aucun doute en raison d'une majorité orthodoxe s'identifiant désormais à la nation serbe. Le géographe Jovan Cvijic n'allait-il pas jusqu'à écrire que « la Bosnie et l'Herzégovine ne sont pas pour la Serbie et le peuple serbe ce que sont l'Alsace et la Lorraine pour la France, ou Trente et Trieste pour l'Italie, ou les régions alpestres de l'Autriche pour l'Allemagne, mais bien ce qu'est la région de Moscou pour la Russie et ce que sont les parties les plus centrales de l'Allemagne et de la France pour ces deux pays, les parties qui, par conséquent sont les plus représentatives de la race allemande et de la race française » ?

De plus, la Serbie ne disposait pas d'accès à la mer, que ce soit vers la mer Egée au sud ou vers la mer Adriatique à l'est. Ainsi, pour faire contrepoids à l'Autriche-Hongrie, la Serbie cherchera par tous les moyens à lutter contre l'enclavement géographique et économique, par la création d'un état plus vaste avec des débouchés maritimes.

La première guerre mondiale permettra de trouver une solution à ces problèmes. L'Autriche-Hongrie entrera en guerre contre la Serbie provoquant ainsi en Bosnie une répression féroce des Serbes de Bosnie tout au long des années de guerre. A l'issue de la guerre, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera créé, annonçant la réunion des Slaves du Sud ou encore le Yougoslavisme.

Evolution de l'Islam : Apparition du panislamisme

L'Empire austro-hongrois, chargé d'administrer la Bosnie, tentera de rapprocher les communautés en créant une identité commune, l'identité bochniaque. Les trois communautés rejeteront successivement ce projet. Ce sera tout d'abord les Orthodoxes et les Catholiques, représentant respectivement 43% et 18% de la population, qui s'orientent vers le nationalisme, respectivement serbe et croate. Enfin, les élites musulmanes traditionnelles rejeteront à leur tour cette identité pour se replier sur leur identité religieuse et obtiendront en 1909 un statut d'autonomie pour leurs différentes institutions religieuses, les waqfs (fondations religieuses) et les tribunaux chariatiques et les medressas.

La création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918 ne modifiera pas le comportement de la communauté musulmane, toujours repliée sur elle-même. Elle ne restera pas néanmoins insensible aux luttes nationalistes serbe et croate comme en attestent les prises de positions de l'organisation musulmane yougoslave (JMO), parti créé en 1920 et animé par une intelligentsia musulmane.

Les rivalités serbo-croates trouveront un terme avec la division en banovina serbe et croate alors que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera transformé en Royaume de Yougoslavie en 1929. Dans ce partage, les musulmans seront totalement ignorés alors qu'ils représentent près de 39% de la population (sensiblement égal à la population serbe). Le Premier ministre serbe et le dirigeant croate qui ont organisé ce partage ont délibérément nié la citoyenneté des musulmans ainsi que leur poids démographique.

Les cercles panislamiques font alors leur apparition.

L'islam bosniaque change alors de nature et se radicalise en se tournant vers l'Umma. Des délégués bosniaques sont envoyés aux Congrès panislamique de Jérusalem (1931) et de Genève (1935). De même, certains jeunes intellectuels

musulmans (oulémas) partent se former à l'université du Caire d'où ils reviennent avec les idées défendues par le mouvement des « Frères musulmans ».

Ils mettent alors en péril toute tentative de modernisation des institutions religieuses ou d'assouplissement du rite (port du voile, par exemple) lancée par le chef suprême de la communauté, le Reis-ul-Ulema.

Les oulémas sont les seuls soutiens de ce courant. De nombreux étudiants musulmans, heurtés par la crise d'identité que traverse la communauté musulmane, soutiennent ces thèses et cherchent à créer un état rassemblant toutes les populations musulmanes des Balkans. Pour atteindre cet objectif, ils se rapprocheront du mouvement communiste qui lui aussi cherche l'autonomie de la Bosnie, étape nécessaire pour la constitution d'une grande fédération sur le modèle soviétique.

Ce rapprochement ne sera que de courte durée. En avril 1941, lorsque le Royaume de Yougoslavie est démembré par les Allemands, la Bosnie sera intégrée à l'Etat croate oustachi. Les jeunes communistes rejoignent alors les partisans dirigés par Tito tandis que les Musulmans traditionalistes panislamistes tentent de négocier avec les dirigeants du IIIème Reich l'autonomie de la Bosnie. Ce choix leur sera fatal, ils seront, à l'issue de la guerre, exécutés ou contraints à l'exil, les communistes quant à eux participeront à l'instauration du nouveau pouvoir.

### Chapitre 3

#### La période communiste

Cadre général – la construction d'un nouvel état

En 1945, la Bosnie-Herzégovine prend le statut de république constitutive de la nouvelle Yougoslavie communiste et fédérale. Le parti communiste (appelé à partir de 1954 ligue des Communistes) s'attache à mettre en œuvre l'identité musulmane et réduit de facto les aspirations serbes et croates. Paradoxe de cette situation, le parti communiste démantèle les institutions religieuses musulmanes qui représentaient le fondement même de leur identité. Cela plonge cette population dans l'expectative.

En effet, leur action au côté des Oustachis pendant la guerre conduit les Communistes d'une part à une répression sévère des musulmans reconnus de collusion et d'autre part à la réduction d'influence de l'ensemble de la communauté. Pour ce faire, les waqfs sont nationalisés, les tribunaux chariatiques sont supprimés et les medressas sont fermées.

Il faudra attendre les années soixante pour voir reconnaître les Musulmans bosniaques comme une nation distincte. Ils prendront alors la dénomination de Musulmans. En effet, cette période se caractérise par une décentralisation progressive de la fédération qui ouvre ainsi le champ à l'expression de la nouvelle élite musulmane. En 1968 la Ligue communiste de Bosnie-Herzégovine déclare officiellement « que les Musulmans constituent une nation distincte » et devient la sixième nation constitutive de la Yougoslavie.

Néanmoins, la nation musulmane reste la seule à n'être pas identifiée à une république et ne dispose pas d'institutions nationale propre. La Bosnie-Herzégovine compte toujours trois nations constitutives : les Musulmans, les Serbes et les Croates. Dans ces conditions, pour asseoir leur influence, les Musulmans vont une fois de plus affirmer leur existence par la religion et lui donner un sens politique. Les chefs religieux, les oulémas, retrouvent ce rôle central à la fois auprès de la représentation politique et auprès de la communauté musulmane.

#### Renouveau de la communauté islamique

Comme évoqué supra, le démantèlement des institutions religieuses après la deuxième guerre mondiale a eu pour conséquence d'éloigner progressivement les Musulmans de la pratique religieuse.

A partir de 1968, date de rupture avec cette politique de dénigrement de la communauté musulmane, un renouveau est perceptible. Il se traduit par des constructions importantes de mosquées et par l'essor de la presse religieuse. Le mouvement panislamiste qui avait pris forme dans les années 1930 réapparaît et multiplie les contacts avec le monde musulman. Parallèlement, sur le territoire bosniaque des actions de persuasion de la communauté musulmane sont entreprises à travers des interventions dans les mosquées et des rencontres avec les étudiants dans des cercles de discussion. C'est ainsi qu'un réseau de plus en plus important se constitue et qu'un dénommé Alija Izetbegovic, futur président de la République de

Bosnie, prend la tête de ce nouveau mouvement. Son manifeste, qui développe à travers les grands thèmes de la littérature islamique un programme d'islamisation des Musulmans et des nations musulmanes, connaîtra un réel succès et le place dans une position politique évidente. Izetbegovic exprime dans son ouvrage un doute certain et de façon durable pour la cohabitation sur un même territoire des communautés musulmanes et non musulmanes. Cette position radicale correspond assez bien aux aspirations intellectuelles de l'époque et permettra d'accorder le mouvement bosniaque sur les mouvements islamiques internationaux.

En 1979, lorsqu'éclate la crise iranienne les dirigeants du mouvement panislamique font l'objet d'une plus grande attention de la part des dirigeants de la fédération par crainte du « fondamentalisme islamique ». La tension entre les communautés s'accroît et le voyage en Iran de certains représentants du mouvement panislamique conduit le pouvoir politique à les condamner à des peines de prison après le célèbre procès de Sarajevo où Izetbegovic est condamné à plusieurs années de prison. Ils en sortiront en martyrs.

#### Affirmation du rôle politique des musulmans

Après la mort de Tito, en mai 1980, le système politique de la fédération évolue. Cette période est aussi une rupture dans l'histoire de la communauté musulmane. Le système qu'il incarnait avait l'avantage de réduire au maximum les velléités communautaristes grâce à une savante alchimie de centralisme autoritaire et de reconnaissance des nationalités. Slobodan Milosevic accède en 1987 à la tête de la Ligue des Communistes. Comme la fédération yougoslave, la communauté islamique est agitée par des contestations internes où s'opposent les partisans d'un islam international et d'un islam national. Ces querelles aboutissent à la démission du Reis-ul-Ulema, représentant de la communauté.

En novembre 1990, des élections libres sont organisées en Yougoslavie. En Bosnie-Herzégovine, plusieurs partis s'affrontent, des partis issus du parti communiste et des partis nationalistes qui représentent les communautés. Ces partis communautaires remportent une grande victoire, ils recueillent 71% des voix. Les trois partis communautaires sont dans l'ordre de leur succès électoral, le SDA ou parti de l'action démocratique (musulman) avec 30,4% des voix, le SDS ou parti

démocrate serbe avec 25,2% des voix et enfin le HDZ ou parti de la communauté démocratique croate avec 15,5% des voix.

Le SDA connaît un vif succès et particulièrement auprès des populations rurales de Bosnie (ce ne sera pas le cas dans le reste de la Yougoslavie). Les deux courants déjà évoqués (panislamiste et salafiste) se retrouvent dans ce parti commun et se livreront une lutte d'influence sans merci. Les panislamistes gagneront les places d'influence même s'ils ne sont pas majoritaires et imprimeront leurs idées pour le parti.

Néanmoins, sur le plan social, les panislamistes reprendront à leur compte les revendications de la Communauté musulmane. Par exemple, ils défendront le rétablissement des fêtes religieuses, la dénationalisation des waqfs ou encore l'introduction de nourriture halal dans les casernes, prisons et hôpitaux. Cette position correspond plus à une tactique pour attirer l'ensemble de la communauté musulmane qu'à des préoccupations fondamentales.

Sur le plan économique, les panislamistes se prononcent en faveur d'une économie de marché et d'une démocratie parlementaire. Ils n'exigeront à aucun moment l'instauration d'une république islamique et l'instauration de la charia, ce qui aurait signifié politiquement une erreur de jugement sans mesure et une perte d'influence à court terme.

Ainsi, le SDA, bien que dominé par ce courant panislamiste, ne peut être qualifié de parti islamiste ou encore panislamiste.

Conscient des enjeux politiques pour l'avenir de la Bosnie, les panislamistes ont su donner à leur programme la teinte la plus adaptée à l'ensemble de la population musulmane pour fédérer toutes les énergies par les idées et programmes avancés.

Pour rassembler autour de leur projet l'intelligentsia laïque qui hésite encore à rallier le mouvement, les dirigeants du SDA vont mettre en avant un islam non pas symbole d'idéologie politique mais symbole d'identité culturelle. L'islam est présenté comme un facteur de cohésion de la population et un facteur d'identification collective. Les rassemblements électoraux font un amalgame de religiosité et de programme politique. C'est ainsi que fleurissent des drapeaux verts frappés d'un croissant et d'une étoile emblème de la communauté islamique dans ces réunions politiques et que les représentants du SDA sont contraints de participer aux

prières organisées par le Reis-ul-Ulema. La mobilisation nationaliste des Bosniaques est alors acquise.

## Chapitre 4

### Vers la guerre (période 1990-1996)

#### Une coalition gouvernementale vouée à l'échec

Après les élections de novembre 1990, la coalition électorale des trois partis nationalistes se transforme en coalition gouvernementale. Le poste de Président de la présidence collégiale est attribué à Izetbegovic (SDA), celui de Premier ministre à un membre du HDZ, celui du Président du Parlement à un membre du SDS. D'une manière générale, les postes de responsabilité, politiques ou administratifs, sont répartis de manière équitable aux membres des partis nationalistes vainqueurs des élections. La conséquence néfaste de cette répartition est un phénomène de communautarisation qui s'amplifie alors en Bosnie. En effet, la société bosniaque se désagrège en raison de l'apparition du phénomène de discrimination entre les communautés.

La coalition gouvernementale se transforme, après l'euphorie des premiers temps, en un système politique inadapté et bloqué en raison des querelles et rivalités permanentes entre les partis. Il n'y a guère que les services encore gérés par des membres des « partis citoyens » (ex-communistes) qui fonctionnent encore.

#### L'origine des hostilités

Le congrès extraordinaire de la Ligue des Communistes en janvier 1990 constitue un tournant dans l'histoire de la Yougoslavie. Ses conséquences directes sont l'introduction du multipartisme dans l'ensemble de la Yougoslavie et la dissolution de la Ligue des Communistes. Le parti communiste est alors remplacé par des partis « citoyens » dans tous les pays, décidés à conserver le pouvoir et empêcher les partis nationalistes opposants de le remplacer.

La Croatie et la Slovénie ont marqué très rapidement leur intention de devenir indépendants, cette indépendance deviendra de fait à partir de début 1991 et puis officielle le 25 juin 1991.

Cette dynamique n'échappa pas à la Bosnie. Comme en Croatie, les Serbes de Bosnie percevant la menace d'une autonomie prochaine de la Bosnie vont déclarer l'autonomie de l'Herzégovine, la Kajina bosniaque, la Romaniya, la Bosnie du Nord et la Semberiya, territoires où ils sont majoritaires. Le 3 mars 1992, la Bosnie accède au statut de pays indépendant. L'irréparable était alors commis, les Serbes de Bosnie comme les Serbes de Croatie n'admettront pas d'être relégués à un rang de minorité et vont engager un soulèvement armé des Serbes en s'appuyant sur l'armée fédérale.

#### La guerre en Bosnie

Les milices serbes et l'armée yougoslave vont entreprendre alors de conquérir le pays à partir des provinces autonomes serbes auto-proclamées. Ils s'emparent rapidement de toute la Bosnie occidentale, de toute l'Herzégovine orientale et d'une bonne partie de la Bosnie orientale soit au total près de 70% du territoire bosniaque. Le SDS (serbe) fonde alors la République serbe de Bosnie. Une politique de nettoyage ethnique fut alors mise en œuvre.

Les différents plans de partage de la Bosnie proposés par la communauté internationale (plans Vance–Owen et Owen-Stoltenberg) ne débouchent sur aucun règlement de la guerre, rejetés successivement par les Serbes puis par les Musulmans. Au contraire, la guerre prend de l'ampleur avec une opposition armée entre Croates et Musulmans. Ainsi, les Musulmans deviennent la cible des Serbes mais aussi des Croates avec pour point commun, l'utilisation de méthodes réprimées par le droit des conflits armés (épuration ethniques, violences). Toutefois, l'armée bosniaque contrôlée par les Musulmans se défend avec succès.

L'année 1993 voit l'influence américaine s'intensifier en Bosnie pour aboutir à une alliance entre Croates et Musulmans signée à Washington le 1<sup>er</sup> mars 1994 avec la création de la Fédération croato-musulmane. Les Musulmans, par cette alliance qui peut paraître artificielle, retrouvent une position politique d'importance et entrevoient la possibilité d'un règlement politique durable de cette guerre.

Par la suite, le projet de partage de la Bosnie initié par le groupe de contact (France, Etats-Unis, Russie, Allemagne, Royaume-Uni) resta sans suite en raison du refus serbe de tout règlement.

Il faudra attendre l'intervention de l'OTAN en soutien de la FORPRONU en 1995 pour entrevoir l'issue de cette guerre et la stabilisation des territoires et des forces politiques. Conformément au projet du groupe de contact, le conflit laissait désormais face-à-face une Grande Croatie avec son appendice la fédération croato-musulmane et une Grande Serbie de force égale. La paix était alors rendue possible. Elle fut négociée en novembre 1995 à Dayton et signée à Paris le 14 décembre 1995 en présence des présidents Milosevic, Izetbegovic et Tudjman.

## Bilan

La paix signée à Paris consacra le division de la Bosnie en deux entités politiques institutionnelles séparées, la République serbe de Bosnie et la Fédération croato-musulmane, et trois entités politiques avec leur zone d'influence, les partis serbe, croate et musulman.

Le bilan politique de la guerre ne paraît guère favorable, la situation en 1995 est proche du statu quo ante avec en plus, des infrastructures détruites, des symboles culturels anéantis et des populations déplacées (estimées à la moitié de la population du pays). Cela ne favorise guère un voisinage apaisé, même si la raison conduit à renouer les liens entre populations différentes dans un même pays après des années d'affrontement.

## Chapitre 5

### L'exercice du pouvoir par les Musulmans pendant la guerre

#### La prise de pouvoir des Musulmans

Au déclenchement de la guerre en avril 1992, le parti musulman, le SDA, prend naturellement les rênes du pouvoir par disparition de la partie serbe qui a rejoint le camp yougoslave dans la République serbe de Bosnie. Il faudra néanmoins composer avec les Croates de Bosnie. Les Croates auront un rôle régional (Bosnie centrale et Herzégovine occidentale), les Musulmans conserveront le contrôle des institutions républicaines.

C'est ainsi que le SDA pourra contourner la Présidence collégiale et conduire sa politique de manière indépendante. L'armée bosniaque sera commandée par le principal responsable de la Ligue patriotique et l'industrie d'armement sera confiée à un laïc musulman proche du mouvement panislamiste. Les postes de responsabilités seront pris d'assaut par des officiers issus des milices du SDA, faisant un contrepoids puissant aux officiers proches des mouvements citoyens. De plus, le SDA organise le ravitaillement en armes et son financement par l'intermédiaire d'une organisation humanitaire basée à Vienne contrôlée par un musulman, la TWRA (Third World Relief Agency). Cette organisation recueille des fonds en provenance du monde musulman et assure l'achat d'armes.

Un tournant politique a lieu en 1993 avec les affrontements croato-musulmans. Ils ont pour conséquence l'enclavement complet et le morcellement des territoires musulmans. Des tensions sont même perceptibles dans le camp des musulmans, certains étant favorables aux plans de paix proposés par la communauté internationale. La conséquence politique immédiate est la restauration de la collégialité dans la Présidence. Des représentants des partis citoyens, évincés en 1992, sont à nouveau associés à la conduite de la politique bosniaque.

La création de la fédération croato-musulmane en 1993 met un terme aux affrontements entre ces deux communautés et ré-initialise la coalition SDA-HDZ.

Néanmoins, ces alliances ne sont que des leurres politiques, le pouvoir reste aux mains du parti musulman, le SDA.

### Stratégie politique

La stratégie politique du SDA pendant la guerre sera, dans un premier temps, de réduire le rôle des institutions politiques et de les remplacer par des réseaux parallèles qu'il contrôle. La Présidence collégiale sera ainsi remplacée par une présidence incarnée par Izetbegovic (président du SDA) et le Parlement élu par une assemblée bosniaque. L'armée bosniaque sera infiltrée par des brigades musulmanes financées par les réseaux du SDA et encadrées par des pasdarans iraniens. Le second temps interviendra en 1993 lorsque la Fédération croato-musulmane sera créée, l'appareil d'Etat sera à nouveau reconsidéré et investi par ces doublons institutionnels du SDA. De plus, des hauts fonctionnaires issus des partis citoyens ainsi que des officiers rallieront le SDA dans ces organismes

officiels. L'Etat retrouve le fonctionnement normal de ses institutions largement contrôlé par le SDA.

L'Etat devient donc le reflet du parti. Ce n'est pas sans rappeler la période communiste.

Pour être représentatif, cet Etat-parti se doit d'avoir un prolongement dans la société. C'est le rôle de l'assemblée bochniaque, dont la légitimité n'est pas reconnue. Néanmoins, elle sera obtenue sur le terrain en rassemblant les représentants des différentes communautés musulmanes. Les autres communautés seront largement ignorées mais jamais écartées autoritairement.

### Politique intérieure

Le programme politique initial du SDA s'articule en trois points : la souveraineté de la nation musulmane, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et enfin l'autonomie du Sandjak de Novi-Pazar (voir lexique). Ces trois objectifs peuvent être résumés à un projet d'état « grand musulman ». Si ce projet pouvait avoir un sens avant la guerre, la réalité de l'exercice du pouvoir et l'analyse des forces en présence pendant la période de la guerre imposent des objectifs politiques plus réduits. Ainsi, le SDA renoncera à ce vaste projet pour privilégier la souveraineté musulmane en Bosnie. En d'autres termes, pour garantir cette souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie, un des moyens possibles sera la coalition avec d'autres partis nationalistes comme le HDZ en 1993.

La partition de la Bosnie pendant la guerre peut sembler en désaccord avec ces objectifs. Izetbegovic justifiera ce choix en déclarant que c'est le prix à payer pour garantir la souveraineté musulmane en Bosnie. La recherche de la souveraineté musulmane sera pour lui une préoccupation permanente puisqu'il proposera en 1994 au Parlement bosniaque (avant la partition de la Bosnie) de proclamer une « République bosniaque » définie comme un état indépendant et démocratique de la nation bochniaque (musulmane), les Serbes et les Croates ayant dans cet état un statut de minorité. Ce projet sera vivement critiqué par l'ensemble des partis et finalement retiré. La Fédération croato-musulmane met fin aux vellétés d'entité musulmane indépendante.

Les accords de Dayton remettent en cause les objectifs politiques des Musulmans. La souveraineté de la nation musulmane comme l'intégrité du territoire ne figurent

au palmarès des réussites de la politique musulmane. Izetbégovic réfute ce bilan peu favorable et déclare : « nous sommes restés fidèle à l'idée de Bosnie, malgré le prix payé et les risques encourus, nous avons réveillé la conscience nationale de Bochniaques et n'avons pas oublié ses frères du Sandjak ». Il rappelle les trois objectifs initiaux du SDA avant guerre. Il prône le retour rapide des réfugiés, gardant en tête le poids électoral de ces populations musulmanes malmenées et déplacées pendant la guerre.

Les Musulmans poursuivent toujours le même but, la réalisation d'un projet nationaliste centré sur l'affirmation de la souveraineté musulmane. Du point de vue politique, la guerre n'aura pas permis d'ajuster les ambitions politiques des Musulmans pour les rendre compatibles avec le terrain complexe de la Bosnie. Sa politique étrangère sera aussi marquée par des ambiguïtés.

#### Politique étrangère

La nature collégiale du pouvoir en Bosnie a contraint très vite les Musulmans à prendre le contrôle des instances diplomatiques. Les ministres des Affaires étrangères successifs seront tous membres du SDA et proches de Izetbégovic. En revanche, la répartition des ambassades de Bosnie à l'étranger respectera le principe de la collégialité. Les ambassades de représentation sans véritable enjeu diplomatique seront attribuées à des représentants non-musulmans. En revanche, les ambassades à « valeurs ajoutée » dans le monde musulman seront attribuées à des musulmans du SDA, panislamistes de surcroît.

Le Président Izetbégovic effectuera ses premiers déplacements en 1991 dans ces pays musulmans, et notamment en Iran. Des liens durables seront scellés, l'influence des Iraniens dans la guerre en Bosnie sera remarquée.

Pendant la guerre, la solidarité du monde musulman ne s'exprimera pas. Les cinq sommets de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) ne déboucheront sur aucune intervention militaire des Musulmans en Bosnie. Cette organisation ne contestera pas les décisions des grandes puissances occidentales. Conscient de cette position, le SDA n'abandonnera pas pour autant ses actions diplomatiques auprès des pays musulmans, sa tactique consistera à s'assurer de leur soutien pour orienter les décisions de l'ONU et provoquer l'intervention des pays occidentaux.

La politique étrangère du SDA révélera son efficacité en 1994 avec l'intervention des Etats-Unis dans le conflit bosniaque. Les affrontements entre Croates et Musulmans seront arrêtés et la Fédération croato-musulmane mise en place. Les Etats-Unis renforceront les armées croate et bosniaque rendant nul l'embargo décrété par le Conseil de sécurité. Cela représente une victoire diplomatique importante pour les Musulmans puisque le réarmement des armées repose sur l'appui de pays musulmans comme la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran pour l'envoi de conseillers militaires.

Les dirigeants du SDA et le Président Izetbegovic profiteront de ces appuis pour marteler dans l'opinion que la Bosnie a uni les Musulmans, que l'Umma a été solidaire. Manœuvre politique habile, puisqu'elle montre à l'ensemble des Musulmans de Bosnie l'importance de l'Islam dans l'avenir du pays.

Situation à la fin de la guerre

Le parti SDA n'est pas parvenu à l'issue de la guerre à atteindre ses objectifs politiques. L'unité musulmane recherchée ne dépassera pas le cadre de la Bosnie, la souveraineté de la nation musulmane ne sera pas garantie en raison du partage politique du pouvoir et enfin l'intégrité territoriale ne sera pas atteinte puisque la Bosnie est scindée.

Fort de cet échec, les dirigeants musulmans n'auront d'alternative que la recherche d'une autre solution.

## DEUXIEME PARTIE

### EVOLUTION – VERS QUEL MODELE POLITIQUE

#### Chapitre 1

##### Vers un modèle islamique radical ?

A l'issue de la guerre, pour faire face à une perte potentielle d'influence des Musulmans dans une Bosnie divisée, le SDA va mener une politique autoritaire basée sur un islam radical.

Les dirigeants du SDA vont alors promouvoir un islam politique qui repose sur trois objectifs : changer l'individu, former une société et enfin instaurer un Etat islamique. Ces objectifs ne sont pas en contradiction avec le courant panislamiste qui domine le SDA.

L'inspirateur de cette politique sera Adnan Jahic, figure de proue du courant panislamiste à Tuzla. Il s'attachera à développer une idéologie musulmane fondée sur l'Islam et ses principes juridiques, éthiques et sociaux.

L'inspirateur : Adnan Jahic

Adnan Jahic n'a pas de formation religieuse. Né en 1967, à Tuzla, il fait des études de philosophie et de journalisme à Sarajevo et étudie l'histoire des relations entre philosophie et religion, ce thème fera l'objet de son mémoire de fin d'études. En 1995, il publie un ouvrage réhabilitant les formations musulmanes qui ont collaboré pendant la deuxième guerre mondiale.

Plus que ses ouvrages philosophiques et historiques, Jahic se fait connaître par ses activités éditoriales et politiques. Il collabore au journal « le dragon de la Bosnie », organe officieux du SDA. Il attaque de manière vigoureuse la mairie de Tuzla dirigée par des représentants de partis citoyens.

Sur le plan politique, son ascension est fulgurante. Il est d'abord membre de la direction régionale du SDA en 1994 puis est élu en 1996 à l'assemblée de Bosnie-Herzégovine où il prend la présidence du groupe parlementaire du SDA. Il devient un an plus tard porte-parole officiel du SDA.

### Principes défendus

Jahic oppose les conceptions occidentale et islamique de la démocratie. Pour l'Occident, les droits de l'homme et les libertés constituent les plus hautes valeurs de la société. La religion n'est pas associée au projet sociale même si ces valeurs sont parfois communes. En revanche, la démocratie islamique renvoie aux principes religieux et à ses valeurs éthiques. En fait, la démocratie en tant que telle n'est pas une recherche prioritaire, c'est la réalisation de l'idée islamique au sein de la collectivité qui est primordiale. La réalité impose néanmoins de renforcer les processus démocratiques car c'est le moyen le plus approprié pour établir un pouvoir musulman durable c'est-à-dire un Etat fondé sur les normes et les règlements chariatiques. La base repose sur une population majoritairement musulmane qui soutient le pouvoir élu légitimement et régulièrement remis en cause par un vote démocratique.

De plus, Jahic dénonce la pénétration des principes de laïcité et de nationalité dans le monde musulman. Il leur oppose l'unicité politique de l'Umma et l'ordre social islamique. L'Islam ne peut être réduit à un substrat culturel ni même à une identité nationale. Islam et nationalité sont seulement complémentaires. La nationalité constitue un socle sur lequel l'Islam s'appuie et permet à chaque individu de s'identifier. C'est une réalité qu'il ne faut pas ignorer dans le cas de la Bosnie, fortement marquée par une culture nationale, l'Islam néanmoins, selon Jahic transcende cette notion.

En résumé, les principes énoncés tendent à mettre en place un islam politique radical qui n'est pas un islam individuel reposant sur l'expression de la foi ni même un islam symbole d'une culture commune. Cet islam cherche à être global, discriminant, pour englober l'ensemble de la société et ses structures politico-étatiques.

## Les raisons du fondamentalisme

Jahic conçoit donc les rapports entre Islam et Occident comme des rapports d'opposition structurelle. Il affirme que le monde occidental recherche uniquement « l'anéantissement total du monde musulman ». Il appelle les Musulmans à se débarrasser du laïcisme, du sécularisme et du nihilisme occidentaux, ainsi que du matérialisme ». Il admet néanmoins qu'en tant que Musulmans bosniaques « nous appartenons à l'Occident sur le plan géographique, et en partie sur celui de la civilisation ». Mais c'est pour rappeler aussitôt que « nous ne lui appartenons en aucun cas culturellement et spirituellement ». Pour lui le conflit en Bosnie n'est qu'un affrontement opposant valeurs nationales et culturelles des Bosniaques avec les valeurs étrangères importées de l'Occident et imposées par les différents occupants étrangers. En d'autres termes, le conflit bosniaque n'est qu'un « choc de civilisations », thème développé par la suite par un auteur américain, Samuel Huntington et qui agitera les opinions dans des sociétés confrontées au terrorisme islamique.

## L'application

Les principes et l'esprit de l'idéologie musulmane étant définis, les dirigeants du SDA vont s'efforcer de les inculquer à l'ensemble de la communauté musulmane suivant deux niveaux différents.

Tout d'abord, Izetbegovic en sa qualité de dirigeant appelle les responsables politiques et militaires à faire preuve de leur moralité et inciter les échelons subalternes à adopter un comportement en phase avec les principes religieux avancés. Néanmoins, Izetbegovic n'est pas dupe sur la ferveur religieuse des Bosniaques ; « notre peuple est un peuple croyant, nous le savons bien, même s'il ne se bouscule pas aux portes des mosquées ».

La réussite du projet idéologique du SDA repose d'abord sur l'adhésion des « cadres » de ce parti et des dirigeants. C'est ce premier niveau qui insufflera la dynamique de la politique. Il est donc évident pour les responsables du parti que toute carrière politique, militaire ou diplomatique est incompatible avec une hostilité

ou une réticence au projet général. Cette recherche de moralité correspond aussi à la volonté des dirigeants de mettre un terme à la corruption généralisée, aux malversations économiques et à la criminalisation galopante. Cela se traduira dans bon nombre de fonctions par des limogeages ou des règlements de compte d'où un renouvellement des cadres mais aussi la naissance d'opposants à la politique du SDA.

Ces pratiques peuvent paraître proches de celles des communistes. Izetbegovic s'en défend en affirmant qu'à la différence des communistes, le SDA n'exige pas de ses cadres une adhésion totale et explicite à l'idéologie musulmane mais seulement une allégeance implicite, à travers la fréquentation « passive » des mosquées et le respect formel des principes de l'Islam. Izetbegovic sait parfaitement qu'en imposant un radicalisme sévère chez les dirigeants, il ne disposera pas des compétences nécessaires (économiques, militaires, professionnelles) pour diriger le pays. Ces assouplissements sont certainement tactiques, ils entretiennent néanmoins des situations paradoxales comme celles autrefois entretenues par les communistes.

Le second niveau identifié pour la réussite de la politique du SDA concerne les populations. Il s'agit pour elles, non pas d'inculquer l'idéologie réservée à l'élite mais bien des pratiques religieuses. L'Islam devient ainsi un moyen d'encadrement des populations. Pour ce faire, la présence d'assistants aux questions morales et religieuses dans la hiérarchie militaire, l'introduction d'un enseignement religieux à l'école et l'ouverture de salles de prières dans les établissements publics permettent d'islamiser de façon active les populations.

#### Les limites de cette politique

Pour les élites dirigeantes comme pour les populations, la politique de réislamisation menée par le SDA va rencontrer des oppositions importantes. L'Islam radical ne semble pas être un modèle politique adapté à la réalité de la Bosnie.

En effet, certains oulémas hostiles revendiquent leur autonomie et contestent la politique radicale menée par le pouvoir central. Elles favorisent la prolifération de centres culturels islamiques indépendants des centres islamiques étrangers. Il en

ressort une véritable fragmentation de l'islam bosniaque. Le pouvoir central réagit en émettant des fatwas pour l'accomplissement des rituels religieux et en imposant son aval pour tout projet se réclamant islamique. Les résultats de cette reprise en main sont contestables, les oulémas continuent de mener leur mission en toute indépendance.

De même, les tentatives de réislamisation des populations par le pouvoir central se heurtent à d'importantes résistances. Les nombreuses fatwas concernant la consommation d'alcool et de porc provoquent de vives réactions mais ne modifient pas les habitudes alimentaires de la population. De plus, un certain nombre de polémiques agitent régulièrement la société bosniaque et concernent les mariages mixtes et les rites païens comme la fête du Père Noël et du nouvel an catholique. La presse reprend largement ces polémiques pour dénoncer les orientations idéologiques du pouvoir.

Il y a dans cette réaction une similitude avec la période communiste. La population abandonne facilement au pouvoir la définition de son identité collective pour mieux se concentrer sur ses pratiques privées qu'elle n'entend pas être instrumentalisées.

Ainsi, le modèle politique précédemment exposé ne semble pas satisfaire l'ensemble de la communauté islamique. L'Islam radical ne convient pas à la culture et aux habitudes du peuple bosniaque, l'imposer reste malheureusement possible mais exigerait un solide pouvoir répressif que les Bosniaques ne sont pas prêts d'accepter après ces années d'affrontement connues pendant la guerre. De plus, la communauté européenne s'opposerait fermement à la mise en place d'un tel système politique.

## Chapitre 2

### Vers un modèle islamique modéré ?

Islam et démocratie : un mariage possible

Les principes de consultation et d'obéissance sont deux principes fondamentaux énoncés dans le Coran et dont le rôle est d'orienter le comportement des Musulmans vivant en société. Néanmoins, le Coran ne donne pas de règles d'application de ces

principes ce qui permet des interprétations différentes selon le but recherché. Certains considèrent ces notions comme les bases pour le fonctionnement d'un Etat islamique, en hiérarchisant ces deux principes pour leur donner soit une teinte totalitaire soit démocratique.

Aujourd'hui, de nombreuses voix soulignent que la consultation est primordiale et relèguent le principe d'obéissance au second rang. Cela conduit donc à ériger la démocratie au rang de fondement indispensable de tout Etat islamique.

La démocratie est souvent associée à un modèle libéral, système politique idéal où le bien commun est réalisé à travers la prise de décision par la population qui élit les individus chargés de mettre en œuvre la volonté populaire.

Cette vue peut paraître partisane et réductrice. Il faut plutôt voir la démocratie comme un ensemble de normes, de régulations et de procédures qui permettent de garantir un équilibre entre des pouvoirs et des intérêts.

Le problème qu'il est nécessaire d'aborder est le rapport entre la démocratie et la religion. La démocratie impose-t-elle l'élimination du religieux ?

Dans les pratiques politiques modernes, le religieux n'a pas disparu du monde politique. Il a simplement changé son mode de présence et d'action. L'expérience turque en est l'illustration. La religion devient alors une source de références morales. Pour les Musulmans, cette démarche n'est pas naturelle. En effet, un pouvoir politique ainsi construit s'identifie à un pouvoir séculier, considéré par bon nombre de Musulmans comme despotique et étranger aux normes morales et religieuses.

Islam et démocratie peuvent coexister à la condition d'être acceptés par l'ensemble de la communauté. De plus, les lois chariatiques ne s'opposent pas, semble-t-il, à l'existence simultanée des deux notions.

Il faut néanmoins reconnaître que c'est dans le cadre d'institutions démocratiques, respectueuses des différences, que démocratie et religion ont réussi à coexister au mieux et à se développer sans se nuire mutuellement. Pour autant, la démocratie n'a pas forcément besoin de la religion au sens strict. Elle est un mode de gouvernement qui ne se fonde pas sur des croyances ou sur une foi quelconque. Toutefois, une société est-elle envisageable et durable sans référence morale, sans esprit collectif, sans référence théologique. On peut en douter.

## Des circonstances favorables

Les élections de septembre 1996 confirment une fois de plus le parti musulman comme la première force politique de la Fédération croato-musulmane en recueillant 39.8% des voix soit une augmentation de 9.4% par rapport aux dernières élections de 1990. Ce parti devient aussi la deuxième force politique en République serbe alors que les partis serbe et croate connaissent une stagnation. Cette augmentation tend à démontrer une influence grandissante des Musulmans dans le corps électoral bosniaque.

Néanmoins, cette augmentation doit être nuancée par l'analyse détaillée des populations votantes. En effet, en 1996, les Serbes et les Croates de Bosnie représentent un électorat relativement faible comparé au nombre des Musulmans ; beaucoup d'entre eux se sont réfugiés en Serbie et en Croatie et donc ont abandonné leur droits électoraux en Bosnie pour les exercer en Croatie ou en Serbie.

Ces élections montrent une fois encore l'importance du multipartisme en Bosnie, c'est une réalité électorale qui ne peut pas être ignorée.

La présence militaire de l'IFOR (Implementation force) puis la SFOR (Stabilization force) va rompre les dynamiques d'expansion territoriale des voisins de la Bosnie (Serbie en particulier) et engager un processus de démocratisation des systèmes politiques. De plus, les Américains, majoritaires dans l'IFOR puis la SFOR, vont imposer au pouvoir central bosniaque d'interrompre ses relations de coopération avec le monde musulman et en particulier avec l'Iran. L'objet des négociations repose sur le programme « Equip and train » destiné à renforcer l'armée bosniaque. La fin des relations avec le monde musulman sera difficile à obtenir, les Américains devront déployer une tactique de chantage économique très contraignante pour faire cesser les coopérations économiques, pour renvoyer tous les moudjahidin présents en Bosnie et dans les forces armées, ainsi que les hommes politiques étrangers conseillers des dirigeants bosniaques.

## Mais des perspectives limitées

Un islam modéré ne peut être viable qu'à une double condition : qu'il reçoive le soutien de la communauté musulmane et qu'une présence politique dans les

institutions soit réalisé. Or, le soutien des Musulmans s'estompe au fil des années d'après-guerre. Cela constitue une lourde menace pour le SDA car tout espace politique laissé libre est aussitôt investi par d'autres partis notamment les partis citoyens.

Cette perte d'influence du SDA est aussi due, rappelons le, à la présence étrangère et aux campagnes de presse des média indépendants. La communauté musulmane réalise à travers les révélations des journalistes que ses dirigeants musulmans sont tout aussi corrompus que les hommes politiques de « l'ancien régime ». Les conséquences sur le peuple sont un désintéressement croissant pour la politique et de fortes désillusions.

Les élections de septembre 1997 (locales) puis de septembre 1998 (générales) apportent la sanction attendue. Un net recul du SDA est observé puisqu'il obtient 34,9% des voix (avec sa coalition). Ces élections constituent un tournant dans la vie politique en Bosnie et annoncent la fin d'un système politique associant directement l'Islam.

En effet, le SDA tente de réagir à sa perte d'influence en élargissant sa base électorale avant les élections de 97. Le SDA fonde avec le parti pour la Bosnie-Herzégovine (regroupement de partis citoyen dirigé par Silajdzic) et deux autres petits partis une coalition pour une Bosnie-Herzégovine intégrale et démocratique. Cette tactique politique sera sans effet pour le maintien au pouvoir des Musulmans.

Plus grave encore sont les dissensions au sein du parti pour les questions intérieures et internationales.

Les divergences proviennent du développement de deux courants au sein du parti, une ligne dure et une ligne modérée. Les partisans de la ligne dure ne sont que les panislamistes déjà rencontrés. La ligne modérée, quant à elle, abandonne la vue orientale du SDA vers l'Iran, pour se tourner progressivement vers les démocraties occidentales. Officiellement, Izetbegovic donne de nouvelles orientations pour son parti en indiquant clairement les choix en matière de politique étrangère et accentue ainsi les divergences dans le parti.

Il déclare en 1998 devant les instances dirigeantes du SDA : « il faut que nous nous orientions vers l'Europe avec détermination et que nous assurions ainsi ce parapluie

au-dessus de la Bosnie, car toute autre variante porte en elle une grande dose d'incertitude ».

Sur le plan intérieur, les membres du SDA qui assurent des fonctions locales se comportent peu à peu en notables instaurant de véritables réseaux d'influence. Il n'y a plus d'unité dans la politique locale du SDA, chaque représentant cherche autonomie et influence.

Il n'est pas étonnant dans ce contexte de voir naître un désenchantement généralisé.

De plus, le désenchantement religieux de la population s'accélère. A titre d'exemple, le mufti de Sarajevo rapporte une baisse importante (30%) du nombre de fidèles ayant payé l'aumône légale. Il en va de même de l'enseignement religieux dans les mosquées qui est peu à peu délaissé par les élèves. Moins d'un enfant sur dix suit cet enseignement religieux. Cette baisse importante s'explique par l'obligation pour tout enfant de suivre les cours de religion à l'école, sorte de substitut religieux pour les enfants.

Il en va de même pour les adultes, 5 à 10 % des adultes suivent la prière du vendredi. La mosquée n'est plus perçue comme le lieu d'expression d'une ferveur religieuse mais comme un endroit « d'opportunisme politique » où il est bon d'être vu pour prétendre ou poursuivre sa carrière politique. Une plaisanterie très connue en Bosnie caricature ce comportement : « un imam s'apprête à tenir son prêche du vendredi. S'adressant à ses fidèles, il déclare : A ceux du troisième rang et au delà je dis « Salam Alejkum », mes frères. A ceux qui sont au deuxième rang, je dis bonjour, messieurs. Et à ceux du premier rang, je dis : Salut, camarades ! »

Tous ces éléments politiques et comportementaux tendent à prouver que l'Islam modéré n'est pas forcément le modèle politique le plus adapté en Bosnie. Les dirigeants musulmans, conscients que leur survie politique était liée à une redéfinition de la politique en Bosnie semblent prêts à accepter pour la grande majorité une séparation religion - conduite de l'Etat plus marquée. En d'autres termes, le régime bosniaque ne tendrait-il pas vers un système démocratique laïc qui reconnaîtrait les différentes religions dont l'Islam, comme des marqueurs identitaires et des traits culturels ?

## Chapitre 3

### Vers un modèle démocratique, laïc et une identité culturelle pour l'Islam ?

#### Laïcité et Islam

La laïcité au sens politique moderne est une notion récente et profondément chrétienne. Elle est l'idée selon laquelle la religion et le pouvoir politique sont des entités différentes qui doivent ou peuvent être séparées. La persécution de la religion chrétienne à ses débuts par le pouvoir politique a conduit à affirmer que l'état et la religion devaient être distinctes. Par la suite, ces deux entités ont existé côte à côte dans la majeure des pays chrétiens avec leurs lois, leurs domaines de compétence, leur autorité suprême et leur hiérarchie. Leurs relations pouvaient être de coopération, de désaccord ou de conflit.

Les Musulmans n'ont pas, en revanche, réalisé ce type de construction même si leur problématique politique était assez proche. Ils n'ont pas réalisé d'Eglise au sens théologique mais uniquement sociologique. La grande division entre le sunnisme et le chiisme n'est pas née de divergences doctrinales, mais d'une lutte historique pour la direction politique de la communauté musulmane. D'où la confusion permanente entre pouvoirs politique et religieux ainsi que de leur positionnement respectif. La pensée musulmane ne peut tolérer des êtres, des activités ou des aspects de l'existence humaine qui échappent à l'emprise de la religion. En d'autre terme, il n'existe pas de différence entre droit canon et droit civil. Il n'y a qu'une loi, la charia, révélée par Dieu et régissant tous les domaines du droit.

Faut-il pour autant en conclure que la laïcité est étrangère au monde musulman ?

Certains mouvements réformateurs islamiques des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles ont trouvé dans la Révolution française l'inspiration de leur mouvement. En effet, la Révolution française était un mouvement non religieux qui a entraîné une dynamique de progrès sociaux et technologiques. D'où, deux courants principaux sont issus de cette réflexion, celui des partisans de l'application stricte de la charia et celui des réformateurs, acquis aux idées européennes.

Quelques exemples permettent d'affirmer que laïcité et Islam ont trouvé un terrain d'entente. La République turque se déclare officiellement laïque, a supprimé toute référence à l'islam dans sa constitution et a abrogé la charia. De même, les six républiques ex-soviétiques à majorité musulmane ont hérité d'un régime strictement laïque. Pour le moment, leurs lois et leurs institutions sont strictement déconnectées de l'islam.

Enfin, il ne faut omettre le long passé laïc de la Bosnie. En effet, à partir de 1878, la Bosnie a perdu son caractère d'état musulman. La marginalisation des institutions religieuses s'est opérée après la deuxième guerre mondiale ce qui a provoqué un lent mais sur déclin de religiosité des musulmans bosniaques et un attrait marqué pour la laïcité de l'Etat.

En d'autres termes, la laïcité en Bosnie est parfaitement appréhendée par la population quelque soit sa religion.

#### Démocratisation de la Bosnie

Malgré les apparences, les Musulmans n'ont jamais complètement nié le multiculturalisme en Bosnie. Ce sont les Serbes et les Croates qui ont régulièrement porté l'anathème sur la communauté islamique pour mieux se placer en défenseurs de la démocratie.

Les élections en Bosnie ont toujours été ouvertes, les différents partis citoyens ont pu défendre leur programme et n'ont jamais été entraînés dans une quelconque clandestinité ou victimes de répressions de la part des Musulmans.

Les tentatives de réislamisation autoritaires conduites par le SDA se sont finalement heurtées aux résistances d'une population déjà largement sécularisée ou laïque. Le « retour à la normale » était inéluctable et ne pouvait que s'opérer après le passage de la Bosnie sous contrôle international.

Aujourd'hui la Bosnie, convalescente, se trouve dans une phase pré-démocratique.

Toutefois, certaines pratiques des institutions religieuses doivent être corrigées pour permettre à la démocratie de s'exprimer. Il faut donc que les oulémas cessent l'exercice de toute responsabilité politique pour se consacrer uniquement au domaine de la foi. Les choix partisans et électoraux doivent être l'affaire de chaque

individu ou citoyen. Dans un système multipartite, seule cette solution est viable. La séparation entre la religion et l'état doit intervenir au plus vite.

### L'Islam comme marqueur identitaire

Les Musulmans de Bosnie ne se considèrent ni comme des Chiites ni comme des Sunnites mais comme des Slaves d'origine musulmane. Leurs racines sont slaves et leur religion est l'Islam. Ils parlent la même langue, le serbo-croate, que les bosniaques d'origine serbe ou croate. Il est donc légitime que la majorité des musulmans de Bosnie affiche son hostilité envers le fondamentalisme extrémiste. Ces musulmans revendiquent leur religion comme une foi individuelle et spécifique, symbole de leur culture.

Pour éviter les « récupérations » fondamentalistes, il est par ailleurs nécessaire de codifier l'enseignement pour lui donner cette valeur citoyenne. A l'école pourrait être enseignée l'histoire comparée des religions et à charge des communautés de diffuser un enseignement religieux par confession. L'expérience montre que cet équilibre est difficile à atteindre.

La guerre en Bosnie a, de plus, renforcé les identités.

Le conflit bosniaque résulte principalement d'un conflit identitaire puisque c'est l'identité de ses protagonistes qui se trouve en cause.

Il ne s'agit pas de l'identité sociologique qui est en cause puisqu'elle est commune (c'est d'ailleurs un rare point commun entre les différents groupes ethniques). En effet, la langue, la mode vestimentaire, l'alimentation, les chants, les danses, les jeux et les fêtes sont partagés et d'une manière générale permettent localement des réunions festives entre les groupes ainsi que des liens d'amitié.

Il s'agit en revanche de l'identité religieuse qui est en cause et qui, ajoutée à l'identité sociologique, devient un véritable marqueur identitaire sans doute à l'origine du conflit. La religion contribue ainsi à la différenciation des groupes en Bosnie, les Croates catholiques de Bosnie comme les Serbes de Bosnie deviennent des groupes à part que l'on ne saurait rapprocher de leurs homologues Croates de Croatie ou Serbes de Serbie. C'est pourquoi, les projets de « Grande Croatie » ou « Grande Serbie » déjà évoqués ne peuvent se justifier strictement sur le plan identitaire.

Les musulmans de Bosnie ne peuvent revendiquer des rapprochements similaires. Au contraire, les associations qu'ils vont opérer seront fondées sur l'opportunisme politique pour atteindre leur objectif de contrôle du pays. Ils s'associeront soit aux Serbes soit aux Croates en fonction de leurs intérêts et des échéances électorales. Finalement, c'est leur identité de musulmans bosniaques qui va peu à peu les différencier et leur donner la stature d'entité politique et sociologique. En quelque sorte, ils deviennent des Slaves musulmans, identité à part et incomparable aux Serbes et aux Croates.

Des élections qui marquent un statu quo et n'engagent pas l'avenir

Les élections d'octobre 2002 avaient pour objectif de renouveler le Parlement de l'Etat de Bosnie ainsi que celui de la Fédération croato-musulmane.

Un sondage pré-électoral annonçait que 90% des sondés comptaient se rendre aux urnes pour exprimer leur attachement aux divisions ethniques et condamner la politique économique et la corruption en Bosnie.

Les résultats des élections confirment la résurgence des partis nationalistes avec néanmoins une tendance à un léger recul par rapport aux élections de 2000.

La Bosnie se retrouve donc dans une situation comparable à celle d'avant-guerre. La présidence de la Bosnie est aujourd'hui confiée à une coalition de trois partis pour diriger l'administration complexe. SDA et HDZ se déclarent prêts à diriger la partie bosniaque tandis que l'entité serbe de Bosnie sera dirigée par le SDS.

Du point de vue politique, ce multipartisme milite pour une politique de concession à la condition que les nationalismes n'entravent pas la réalisation de cette dernière. Le modèle laïc et démocratique semble le plus adapté. L'ouverture des partis dominants vers de nouvelles associations s'est opérée pour ces élections puisque par exemple, le SDA s'est rapproché du parti pour la Bosnie Herzégovine, le SzBiH. De même, le SDS en République serbe de Bosnie s'est associé au parti du progrès démocratique, le PDP.

Ces coalitions devraient disposer de la majorité nécessaire au niveau de l'état pour voter les lois indispensables et peut être modifier la constitution.

La grande interrogation qui subsiste concerne la volonté des hommes politiques à diriger le pays efficacement sans mettre en avant des tendances nationalistes partisans. On peut en douter en raison des programmes politiques des partis qui

tous revendiquent plus de centralisme et des rapprochement ethniques que l'on croyait désuets.

Le climat général est morose et les lueurs d'espoir sont faibles pour le lancement des réformes.

L'intégration européenne, source de stabilité ?

Au sommet européen de Copenhague, la décision a été prise d'admettre en 2004 de nouveaux pays dans l'Union européenne (UE). L'UE comptera alors, à cette date, 25 pays dont certains issus de l'ancien bloc de l'Est. Cet élargissement a pour objectif de stabiliser l'ensemble de l'Europe.

La candidature de la Bosnie, pays appartenant à la sphère européenne, devrait être examinée prochainement pour une intégration dans l'UE aux environs de 2010.

Les difficultés qu'il reste à surmonter pour prétendre objectivement à son intégration sont néanmoins importantes. La Bosnie est encore fortement marquée par le contrôle international, forces militaires et représentants politiques, par une situation politique intérieure non stabilisée faite de coalitions parfois précaires, par une situation financière peu favorable et enfin par une population réfugiée non encore stabilisée.

Il faudra néanmoins résoudre l'ensemble de ces problèmes, la communauté internationale en est convaincue ainsi que certains hommes politiques en Bosnie. Refuser cette option serait condamner la Bosnie, et la livrerait de facto aux aspirations nationalistes des groupes dominants.

Si l'intégration de la Bosnie dans l'UE peut constituer un facteur de stabilité à moyen terme, l'urgence dans le domaine de la politique intérieure est de faire disparaître la tendance actuelle au blocage des institutions (présidence et assemblée). Il faut que les dirigeants et l'ensemble de la population admettent que la représentation politique gouverne pour le bien de l'ensemble des groupes ethniques, Serbes, Croates et Musulmans.

### Conclusion

Cette étude montre donc qu'islam et politique sont aujourd'hui fortement imbriqués. Le contexte favorable de la guerre en Bosnie a fait émerger une force politique islamique qui a su prendre le pouvoir, l'exercer pendant quelques années et enfin l'orienter vers un modèle à tendance radical. Les forces politiques d'opposition ont alors combattu cette tendance pour redonner à ce pays le paysage politique qu'il a toujours connu, celui du multipartisme, celui du multiculturalisme, celui du « multiethnisme ».

Ainsi, le modèle politique le plus réaliste aujourd'hui consiste en un modèle laïc, démocratique qui respecte les identités des groupes ethniques. Beaucoup d'obstacles sont à surmonter pour l'atteindre, le passé tumultueux de la Bosnie est là pour nous rappeler que les tentatives précédentes de cohabitation pacifique des groupes dominants se sont souvent heurtées à des velléités territoriales des groupes voisins, à des blocages institutionnels.

L'islam dans ces conditions ne doit plus être une religion à vocation politique comme c'est le cas dans le Moyen-Orient, mais une religion présente en Bosnie au même titre que les autres. En revanche, les valeurs de l'islam peuvent se retrouver dans les principes défendus par le parti de l'action démocratique (SDA), parti à majorité musulmane.

Néanmoins, il n'est pas raisonnable d'envisager de vie politique apaisée et efficace sans résoudre la situation économique catastrophique de ce pays qui alimente malheureusement des dynamiques nationalistes bellicistes. L'aide internationale reste la condition sine qua non à la résolution du problème politique bosniaque. Il est urgent qu'émerge un homme politique modéré, sachant faire cohabiter Serbes, Croates et Musulmans et qui dispose d'un projet politique satisfaisant l'ensemble.

Enfin, l'objectif d'adhésion à l'Union européenne ne doit pas être perdue de vue. La communauté des pays européens ne peut tolérer une enclave de pauvreté et

d'instabilité dans une sphère que l'on façonne et que l'on veut prospère, sécurisée et apaisée.

LEXIQUE

Bochniaques : à partir de septembre 1993, Musulmans de langue serbo-croate en Bosnie Herzégovine (à ne pas confondre avec Bosniaques, habitant de la Bosnie-Herzégovine).

Charia : loi canonique musulmane

Djihad : effort personnel intérieur ; guerre sainte contre les infidèles

Fatwa : avis sur une question juridique prononcé par un mufti.

Hanéfisme : Une des quatre écoles juridiques de l'islam sunnite, fondée par Abu Hanifa au VIIIème siècle. Elle devient l'école officielle de l'Empire ottoman et sera seule présente dans les Balkans jusque dans les années 90.

Ijtihad : interprétation des textes, cette recherche n'est pas admise pas les conservateurs.

Imam : personnage qui guide la prière

Medressa : établissement où sont enseignées les sciences islamiques

Millet : communauté confessionnelle instaurée par les Ottomans qui bénéficie d'une autonomie dans leur administration interne, religieuse et culturelle.

Ouléma : Musulman religieux érudit.

Panislamisme : Aspiration à l'union de tous les musulmans au delà des différences ethniques, nationales ou raciales. Le panislamisme est apparu au XIXème siècle, il cherchait à libérer les musulmans des dominations étrangères non-islamiques et à rassembler l'ensemble de l'umma au sein d'un seul et même état.

Pasdaran : gardien de la révolution iranienne

Reis-ul-Uléma : « chef des oulémas », titre porté par l'ancien chef de la communauté islamique de Yougoslavie et par les actuels chefs des communautés islamiques de Bosnie-Herzégovine.

Salafisme : mouvement lié à un courant de pensée apparu à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il favorise la modernisation de l'islam et a contribué à l'apparition des idéologies nationalistes laïques. Depuis 1970, le terme « salafiste » désigne avant tout les mouvements islamistes tels que les Frères musulmans.

Sandjak : En 1912, à la suite de la première guerre balkanique, le Sandjak a été partagé entre la Serbie et le Monténégro. Auparavant, le Sandjak correspondait au Sandjak de Novi Pazar, créée par l'Empire ottoman en 1878.

Tekke : Etablissement abritant les activités de mystiques musulmans.

Umma : Communauté des croyants.

Waqf : Fondation pieuse.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Nathalie Clayer et Xavier Bougarel, Le nouvel Islam balkanique, Maison neuve et Larose 2001.

Thierry Mudry, Histoire de la Bosnie Herzégovine- faits et controverses, Ellipse 1999

Bernard Lewis, Que s'est-il passé ? Nouvelle revue française Gallimard 2002.

Georges Prévélakis, Les Balkans Nathan université 1999.

Frédéric Encel, Géopolitique de l'apocalypse, Flammarion 2002.

Articles

Franck Lessay, Présentation de la revue Cité 12/2002, Presse Universitaire de France.

Branko Peric, Les divisions ethniques vont-elles se pétrifier ? , publié dans la presse en avril 2002.

Jean-Arnauld Dérens, Bosnie, le grand retour des nationalistes ? , octobre 2002.

Traduit par Nicole Philip-Didzdarevic, Intégration européenne : et la Bosnie ? , publié en décembre 2002.

## Islam et politique en Bosnie - Herzégovine

### TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	3
Première partie : Fondements et réalités de l’Islam en Bosnie- Herzégovine	5
Chapitre 1 : Influence ottomane	
Le système politique ottoman	5
Situation des musulmans en Bosnie	6
Chapitre 2 : Influence étrangère	
Situation politique et géopolitique de la Bosnie 1878- 1918	7
Evolution de l’Islam : apparition du panislamisme	9
Chapitre 3 : La période communiste	
Cadre général – la construction d’un nouvel état	10
Renouveau de la communauté islamique	11
Affirmation du rôle politique des musulmans	12
Chapitre 4 : Vers la guerre (période 1990-1996)	
Une coalition gouvernementale vouée à l’échec	14
L’origine des hostilités	14
La guerre en Bosnie	15
Bilan	16
Chapitre 5 : L’exercice du pouvoir par les Musulmans pendant la guerre	
La prise de pouvoir des Musulmans	16
Stratégie politique	17
Politique intérieure	18
Politique étrangère	19
Situation à la fin de la guerre	20
Deuxième partie : Evolution – Vers quel modèle ?	21
Chapitre 1 : Vers un modèle islamique radical ?	
L’inspirateur : Adnan Jahic	21
Principes défendus	22
Les raisons du fondamentalisme	23
L’application	23
Les limites de cette politique	24
Chapitre 2 : Vers un modèle islamique modéré ?	

Islam et démocratie : un mariage possible	25
Des circonstances favorables	27
Mais des perspectives limitées	27
Chapitre 3 : Vers un modèle démocratique, laïc et une identité culturelle pour l'islam	
Laïcité et Islam	30
Démocratisation de la Bosnie	31
L'Islam comme marqueur identitaire	32
Des élections qui marquent un statu quo et n'engagent pas l'avenir	33
L'intégration européenne, source de stabilité ?	34
Conclusion	35
Lexique	37
Bibliographie	39
Table des matières	40